

Une nouvelle norme : Feuille de route de l'ONU pour stimuler les économies et sauver des emplois après COVID-19

Il n'y aura pas de retour à la normale « d'hier » : les gouvernements doivent agir pour créer une nouvelle économie et plus d'emplois.

New York, 27 avril 2020 - La crise de santé urgente que représente COVID-19 a créé une récession historique avec des niveaux record de précarité et de chômage, ce qui provoque à son tour une crise humaine sans précédent qui frappe plus durement les personnes les plus pauvres, en particulier les femmes et les enfants. Dans un nouveau cadre publié aujourd'hui pour servir de feuille de route à l'aide apportée aux pays dans leurs efforts de reprise économique et sociale, les Nations Unies appellent à une intensification exceptionnelle du soutien international et de l'engagement politique afin de garantir que partout dans le monde, les gens puissent avoir accès aux services essentiels et à la protection sociale.

Le « Cadre des Nations Unies pour une réponse socio-économique immédiate à COVID-19 : Responsabilité partagée, solidarité mondiale et action urgente pour les personnes dans le besoin » appelle à la protection des emplois, des entreprises et des moyens de subsistance dans le but d'enclencher une relance sûre des sociétés et des économies dès que possible, une reprise qui s'inscrit dans la durabilité, l'égalité de genre et la neutralité carbone –meilleure que le retour à la normale « d'hier ».

« Il ne s'agit pas seulement d'une crise sanitaire mais aussi d'une crise humaine ; d'une crise de l'emploi ; d'une crise humanitaire et d'une crise de développement. Et il n'y est pas uniquement question des plus vulnérables. Cette pandémie montre que nous sommes tous à risque parce que nous ne sommes qu'aussi forts que le système de santé le plus faible. Son ampleur sans précédent exige une réponse sans précédent », a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, qui a présenté son rapport sur les impacts socio-économiques de COVID-19 « Responsabilité partagée, solidarité mondiale » en mars.

« Tout ce que nous faisons pendant et après cette crise doit être résolument axé sur la construction d'économies et de sociétés plus égalitaires, plus inclusives, plus durables et plus résilientes aux pandémies, au changement climatique et aux nombreux autres défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés », a-t-il déclaré. Ce nouveau cadre publié aujourd'hui définit la manière avec laquelle les entités des Nations Unies concrétiseront cette vision sur le terrain.

Comme le souligne le cadre des Nations Unies pour la relance économique et sociale, les décisions prises au cours des prochains mois seront cruciales pour la progression vers les objectifs de développement durable (ODD).

Prenant note du fait que lors de l'épidémie d'Ebola en 2014, plus de personnes sont mortes de l'interruption des services sociaux et de la crise économique que du virus lui-même, le cadre met l'accent sur la protection des besoins et des droits des personnes les plus touchées par la pandémie, à

commencer par les pays et les groupes les plus vulnérables ainsi que ceux qui sont le plus à risque d'être laissés pour compte.

Tirant également les leçons de la crise économique et financière mondiale de 2008-2009, le cadre note que les pays dotés de systèmes de protection sociale solides et de services de base sont ceux qui ont le moins souffert et qui se sont le plus rapidement remis de cette crise. Pour empêcher que des milliards de personnes ne sombrent dans la pauvreté, il va falloir que les gouvernements du monde entier s'adaptent rapidement et renforcent et élargissent les « filets » de sécurité, tels que les transferts en espèces, l'aide alimentaire, les régimes d'assurance sociale et les allocations familiales pour venir en aide aux familles.

Pour réduire les impacts de COVID-19 et pouvoir faire face aux défis à venir, l'ONU appelle à une intensification exceptionnelle du soutien, notamment à des réponses immédiates en termes de protection sociale qui tiennent compte des impacts différenciés sur les groupes vulnérables, les enfants, les femmes, les hommes et ceux dans le secteur informel. C'est d'autant plus urgent si l'on considère que 4 milliards de personnes, soit plus de la moitié de la population mondiale - dont deux enfants sur trois - ne bénéficient pas de protection sociale ou d'une protection inadéquate.

NOTES DES ÉDITEURS

La réponse de l'ONU qui place les communautés au centre des efforts de relèvement ,se concentre sur cinq volets clés: 1. Veiller à ce que les services de santé essentiels soient toujours disponibles et protéger les systèmes de santé; 2. Aider les gens à faire face à l'adversité, grâce à la protection sociale et aux services de base; 3. protéger les emplois, soutenir les petites et moyennes entreprises et les travailleurs du secteur informel grâce à des programmes de relance économique; 4. Orienter la montée en puissance nécessaire des mesures de relance budgétaire et financière pour que les politiques macroéconomiques profitent aux plus vulnérables et renforcer les réponses multilatérales et régionales; et 5. Promouvoir la cohésion sociale et investir dans des systèmes de résilience et d'action pris en main par les communautés. Si les pays veulent se relever, « mieux reconstruire » et être plus préparés aux chocs futurs, y compris aux pandémies, il faut veiller à ce que ces cinq volets soient soutenus par des actions visant à répondre à l'impératif de durabilité environnementale.

Les équipes des Nations Unies qui couvrent 162 pays et territoires déployeront ce plan de relance au cours des 12 à 18 prochains mois, sous la direction des Coordonnateurs résidents des Nations Unies (RC), et appuyés par un réseau d'expertise mondiale et régionale. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) appuiera les Coordonnateurs résidents en tant que chef de file des efforts de relance socio-économique avec les équipes des Nations Unies qui travaillent comme une seule entité sur tous les aspects de la réponse.

Bien qu'une proportion importante du portefeuille actuel de 17,8 milliards de dollars des programmes de développement durable des entités des Nations Unies soit revue en fonction des besoins de COVID-19, compte tenu de l'ampleur et de la portée de l'impact socio-économique de la pandémie, des fonds supplémentaires seront nécessaires. Pour soutenir ces efforts, le Secrétaire général a lancé le [Fonds des Nations Unies de réponse et de relèvement de COVID-19](#), un mécanisme de fonds inter-institutions des Nations Unies pour aider les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire à surmonter la crise de santé et de développement provoquée par la pandémie de COVID-19 et soutenir les personnes les plus vulnérables aux difficultés économiques et aux bouleversements sociaux. Les besoins financiers du

Fonds sont estimés à 1 milliard de dollars pour les neuf premiers mois et seront ensuite revus. Le Secrétaire général a également appelé à une réponse multilatérale à hauteur de 10% du produit intérieur brut (PIB) mondial au minimum pour mettre en place la réponse la plus efficace possible à la cette crise que le monde n'a jamais connue auparavant.

Il n'y aura pas de retour à la normale « d'hier », précise le document-cadre. La pandémie porte un coup dur aux économies en développement et émergentes qui font déjà face à des contraintes de dette et à un espace budgétaire limité, plusieurs pays en développement ayant besoin d'un allégement urgent de leur dette. Son impact sera particulièrement dévastateur pour les pays les plus vulnérables – notamment ceux qui connaissent des situations humanitaires ou des conflits. L'ONU appelle également à une réaffectation budgétaire et financière massive dans les semaines et les mois à venir, y compris à la réorientation des subventions aux combustibles fossiles, pour faciliter la réponse. L'ONU souligne que le statu quo est un choix politique et qu'il n'est pas inévitable. Pour qu'il y ait un développement durable qui profite au plus grand nombre de personnes, il faut miser sur une reprise post- COVID-19 rapide, équitable, verte et inclusive.

Au sujet du document-cadre :

Le « Cadre des Nations Unies pour une réponse socio-économique immédiate à COVID-19 : responsabilité partagée, solidarité mondiale et action urgente pour les personnes dans le besoin », publié aujourd'hui met en pratique le [rapport du Secrétaire général de l'ONU sur la responsabilité partagée et la solidarité mondiale](#) qui porte sur le même sujet.

C'est l'une des trois composantes essentielles des efforts de l'ONU pour sauver des vies, protéger les gens et mieux reconstruire, aux côtés de la réponse sanitaire, dirigée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et de la réponse humanitaire, qui est détaillé dans le Plan mondial de réponse humanitaire au COVID -19 , qui est dirigée par l'ONU.

Au sujet du système des Nations Unies pour le développement :

Le système des Nations Unies pour le développement est le plus grand acteur international au monde en matière de protection sociale et de services de base. Ce système des Nations Unies est présent dans 162 pays et territoires et profite à des dizaines de millions de personnes à travers des services de base, des transferts sociaux et d'autres formes de protection sociale. Le système des Nations Unies pour le développement a une vaste expérience dans l'aide aux gouvernements pour le développement de systèmes de protection sociale, y compris de socles de protection sociale et de prestation de services sociaux de qualité, ainsi que pour soutenir ces services dans des contextes humanitaires et de développement. unsdg.un.org